

NOUVEL ORDRE MONDIAL

Daniel Pipes, expert de la haine



Expert incontournable aux États-Unis des plateaux de télévision et des pages opinions des grands quotidiens, Daniel Pipes est devenu le théoricien mondial de l'islamophobie. Fils de Richard Pipes, le soviétologue qui relança la course aux armements sous la présidence Ford, et fils spirituel de Robert Strausz-Hupé, le visionnaire du nouvel ordre mondial, il anime une kyrielle d'instituts stratégiques. On lui doit les concepts à la mode de « *nouvel antisémitisme* », de « *militants de l'islam* » et de « *conspirationisme* ». Partisan de l'écrasement des Palestiniens, il a été nommé par George W. Bush administrateur de l'Institut des États-Unis pour la paix.

page 2

L'arbre qui cache la forêt

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Reed Brody rappelle que la polémique actuelle sur les tortures est un arbre qui cache une forêt. Les États-Unis ont multiplié les centres de détention inaccessibles à la Croix-Rouge partout dans le monde, dont celui de Guantanamo. Il faut aussi prendre en compte les tortures sous-traitées par d'autres membres de la Coalition. Leonard S. Rubinstein observe que le problème est plus profond encore : c'est la volonté de l'administration Bush de s'affranchir des conventions de Genève.

page 10

REPÈRE : 6 MAI 1996

La CIA fait taire un témoin gênant : son ex-directeur

Le corps de William Colby, disparu depuis une semaine, est « *retrouvé* » dans un lac près de sa maison de Rockpoint - lac qui avait pourtant été sondé deux fois. Selon le FBI, il s'agirait d'un accident, Colby ayant décidé, en plein milieu de la nuit, sans en parler à quiconque, d'aller faire du canoë, sport qu'il ne pratiquait pas, et sans mettre son gilet de sauvetage... Ancien directeur de la CIA (1973-1975), Colby est l'inventeur en 1968 de l'*Accelerated Pacification Campaign* qui prévoit la « *neutralisation* » d'au moins 2 000 VCI par mois. Les VCI sont les *Viet Cong Infrastructure*, c'est-à-dire des personnes soupçonnées de soutenir ou de sympathiser avec la résistance vietnamienne. Colby reconnaîtra avoir fait assassiner environ 25 000 civils vietnamiens par ses équipes *Phoenix*. En 1975, après avoir dévoilé les turpitudes de la CIA devant une commission d'enquête du Congrès, il est viré par le Président Ford et remplacé par George Bush senior. À son départ, celui-ci lui dit devant témoins : « *Bill, tu en sais trop pour avoir du souci à te faire pour ta santé* »... ■



MICHAEL MOORE CONTRE MICKEY MOUSE : LE RAT QUITTE LE NAVIRE

Offrant un lancement publicitaire alternatif au dernier film de Michael Moore, *Fahrenheit 9/11*, Walt Disney a sommé sa filiale Miramax, productrice du film, d'en bloquer la distribution aux États-Unis, sans donner plus d'explications à ce geste. D'après le *New York Times*, les passages du film dirigés contre la famille Bush risqueraient de compromettre les exemptions d'impôts dont bénéficie Walt Disney, en provoquant le mécontentement de Jeb Bush, frère de George W. et gouverneur de l'État de Floride où est situé le siège de la compagnie. Propriétaire de Miramax depuis plus de 10 ans, Disney a passé un contrat avec cette société l'autorisant à refuser la distribution d'un film si le budget est excessif ou si il est interdit aux moins de 17 ans. Ne tombant sous le coup d'aucune de ces clauses, *Fahrenheit 9/11* est terminé et sera bel et bien distribué aux États-Unis cet été après sa présentation à Cannes, assure Moore sur son site web avant d'ajouter qu'après tout, même si le film va certainement irriter le pouvoir en place, c'est un pays libre. Mais quel pays évoque-t-il au juste ? ■

Nouvel ordre mondial

Daniel Pipes, expert de la haine

Expert incontournable aux États-Unis des plateaux de télévision et des pages opinions des grands quotidiens, Daniel Pipes est devenu le théoricien mondial de l'islamophobie. Fils de Richard Pipes, le soviétologue qui relança la course aux armements sous la présidence Ford, et fils spirituel de Robert Strausz-Hupé, le visionnaire du nouvel ordre mondial, il anime une kyrielle d'instituts stratégiques. On lui doit les concepts à la mode de « *nouvel antisémitisme* », de « *militants de l'islam* » et de « *conspirationisme* ». Partisan de l'écrasement des Palestiniens, il a été nommé par George W. Bush administrateur de l'Institut des États-Unis pour la paix.



Entre le 11 septembre 2001 et le 11 septembre 2002, Daniel Pipes est devenu l'un des principaux commentateurs états-uniens à propos du terrorisme et de l'Islam. Selon un décompte réalisé par *The Nation*, qui vient de lui consacrer un portrait au vitriol [1], il est apparu pendant cette période dans 110 émissions de télévision et 450 émissions de radio. Ses éditoriaux ont eu les bonnes grâces du *Wall Street Journal* et du *Los Angeles Times*, tandis que le *New York Post* en a fait l'un de ses chroniqueurs.

La dynastie Pipes

Cette brusque gloire médiatique ne doit rien au hasard. Elle est le fruit d'un talent personnel, d'une longue formation et de parrainages prestigieux. Elle joue un rôle essentiel dans la stratégie politique des néo-conservateurs au pouvoir à Washington et à Tel-Aviv.

Pour comprendre ce parcours, il nous faut revenir trente ans en arrière. Pour en finir avec la crise du Watergate et les conflits de personnes qui suivirent, le président Gerald Ford trancha entre les divers courants républicains qui le soutenaient. Le 3 novembre 1975, il sacrifia son secrétaire à la Défense, James Schlesinger, et toute une flopée de collaborateurs. L'événement est connu sous le sobriquet de « *massacre d'Halloween* ». Il s'entoura alors d'une équipe restreinte qui est très exactement celle qui est revenue au pouvoir en 2001 : il nomma Dick Cheney secrétaire général de la Maison-Blanche, Donald Rumsfeld secrétaire à la Défense, et George H. Bush (le père) directeur de la CIA [2]. Une campagne de presse organisée par des associations amies alerta alors l'opinion publique sur la sous-estimation du péril rouge par la CIA. Feignant de céder à cette pression, le président Ford autorisa la constitution d'un comité indépendant d'évaluation de la menace soviétique, dont la responsabilité fut confiée à un professeur d'Harvard, Richard Pipes. Celui-ci constitua un panel, connu sous le nom de *Team B*, dans lequel siégèrent les partisans les plus fanatiques de la Guerre froide, dont le général Lyman Lemnitzer [3] et le jeune Paul Wolfowitz. C'est ainsi que le Rapport Pipes, publié dans *Commentary*, la revue de l'American Jewish Committee fondée par Irving Kristol, permit à l'administration Ford de relancer la course aux armements.

Richard Pipes avait un fils aîné : Daniel. Celui-ci avait poursuivi des études sur l'histoire médiévale de l'islam à Harvard et s'était distingué sur le campus en s'opposant aux manifestations des gauchistes contre la guerre du Vietnam. En 1981, il publia *Slave Soldiers and Islam*, un premier ouvrage très universitaire et très documenté, d'où ne ressortent aucune de ses convictions politiques. L'ouvrage a été rédigé avant la révolution islamique iranienne de 1979. Cet événement va faire naître les convictions de l'analyste. En 1982, alors que son père, Richard, rejoint l'administration Reagan, Daniel Pipes fait de même et rejoint l'équipe de prospection du Département d'État. Il consacre beaucoup de temps à la rédaction de son deuxième livre, *In the Path of God*, paru en 1983, qui met à jour ses préoccupations face au fondamentalisme musulman dont il analyse la montée dans une douzaine d'États. Un phénomène selon lui lié aux revenus pétroliers des États arabes depuis la guerre du Kippour.

Un intellectuel engagé

Après avoir quitté le Département d'État en 1983, Daniel Pipes enseigne dans plusieurs universités, dont l'Académie militaire de marine (United States Naval War College), mais se retrouve marginalisé dans le champ académique. Il ne publie plus de travaux universitaires et leur préfère des articles, qu'il rédige sur divers sujets : le terrorisme, Israël, l'affaire Salman Rushdie, et qu'il fait publier dans *Commentary* [4]

Ses choix ne sont pas toujours très heureux : il vante ainsi les mérites de *From*

Time Immemorial, un ouvrage sur la colonisation sioniste de la Palestine écrit par Joan Peters. Le livre sera pourtant démonté par plusieurs importants chroniqueurs qui en analysent les ficelles grotesques, les erreurs factuelles et les plagiats. Son intérêt pour la question israélienne devient peu à peu prépondérant. Après avoir critiqué le traitement médiatique de la guerre du Liban qui nuisait à l'image d'Israël, il publie en 1988 une tribune dans le *New York Times* dans laquelle il rejette l'idée d'un État palestinien, qui serait un « *cauchemar* » pour ses habitants : selon lui, cette solution « *ferait plus de tort aux Arabes qu'aux Israéliens* » car les Palestiniens seraient contraints de vivre sous le joug d'une organisation terroriste, l'OLP de Yasser Arafat.

Daniel Pipes ne saurait pourtant être catalogué comme un soutien inconditionnel du gouvernement israélien. Il lui arrive en effet de le critiquer. Par exemple pour lui reprocher de ne pas réprimer assez les populations palestiniennes. Selon lui, il faut écraser les Palestiniens, pour leur bien, tout en accusant des universitaires tels que Rashid Khalidi de faire l'apologie de la violence. D'après Juan Cole, professeur à l'Université du Michigan, « *l'une des choses que veut dire Pipes lorsqu'il accuse les professeurs d'université de soutenir le terrorisme, c'est que nous refusons sa vision qui fait de tous les Palestiniens des terroristes* ».

Au milieu des années 1980, Pipes s'installe à Philadelphie où il prend la direction de l'Institut de recherche en politique étrangère (**Foreign Policy Research Institute - FPRI**) de l'université de Pennsylvanie, un laboratoire créé par le géopoliticien Robert Strausz-Hupé, qui deviendra son maître à penser. Fondé en 1955, l'institut publie depuis 1957 la revue *Orbis*.



Robert Strausz-Hupé

Le premier numéro contient le manifeste de Strausz-Hupé : *L'Équilibre de demain* [5]. On peut y lire : « *L'ordre mondial qui se profile sera-t-il celui de l'empire universel américain ? Il doit en être ainsi, dans la mesure où il portera le sceau de l'esprit américain. L'ordre à venir marquera la dernière phase d'une transition historique et en finira avec la période révolutionnaire de ce siècle. La mission du peuple américain consiste à enterrer les États-nations, guider leurs peuples endeuillés vers des unions plus larges, et intimider par sa puissance les velléités de sabotage du nouvel ordre mondial qui n'ont rien d'autre à offrir à l'humanité que de l'idéologie putréfiée et de la force brute... Pour la cinquantaine d'années à venir le futur appartient à l'Amérique. L'empire américain et l'humanité ne seront pas opposés, mais simplement deux noms pour un même ordre universel sous le signe de la paix et du bonheur. Novus orbis terrarum (Nouvel ordre mondial)* ». Ce manifeste sera ultérieurement republié par Daniel Pipes.

De 1986 à 1993, Daniel Pipes est rédacteur en chef du journal *Orbis*. Il y publie à l'époque des articles prônant le soutien à l'Irak contre l'Iran, comme « *L'alternative de Bagdad* » de Laurie Mylroie [6]. Il co-signe d'ailleurs avec la jeune femme un article sur le même thème dans *The New Republic* [7].

En 1990, il publie un article dans la *National Review* intitulé « Les musulmans arrivent ! Les musulmans arrivent ! » où il fait part de ses vues alarmistes sur la question. Il y écrit : « *les sociétés d'Europe occidentales ne sont pas suffisamment préparées à une immigration massive de gens à la peau mate, cuisinant des plats étranges et n'appliquant pas vraiment les normes d'hygiènes allemandes* » [8].

Dans cette période, ses livres et ses articles se démarquent par la position extrêmement dure qu'ils préconisaient à l'encontre des pays arabes, qu'il s'agisse de la Syrie, de l'Iran, ou même de l'Arabie saoudite, pourtant alliée de Washington. Déjà, il met en garde contre la menace que feraient peser les « *musulmans d'Amérique* » sur la sécurité des États-Unis. Dans un article de *Commentary*, il s'érige ainsi contre les « *atermolements* » des organisations musulmanes états-uniennes, face à la discrimination dont elles s'estimaient victimes [9].

Une logique qui l'amène loin : se faisant l'écho de son ami Steven Emerson, également expert en terrorisme, il déclare à *USA Today* que l'attentat d'Oklahoma City, en 1995, démontre que l'Occident est attaqué et que les fondamentalistes « *nous visent* ».

En 1990, Daniel Pipes fonde une section du FPRI, le Forum du Moyen-Orient (Middle East Forum - MEF), pour « *promouvoir les intérêts américains* » dans la région. Il devient une association indépendante, en 1994, et publie depuis le *Middle East Quarterly*, ainsi que, depuis 1999, le *Middle East Intelligence Bulletin* [10].

En 1997, Daniel Pipes a participé à la création du Comité américain pour un Liban libre (US Committe for a Free Lebanon - USCFL) autour du banquier Ziad K. Abdelnour, expert du Forum du Moyen-Orient.

Daniel Pipes et les experts du FPRI, du MEF et de l'USCFL participent activement aux travaux de l'Institut de Washington pour la politique au Proche-Orient (Washington Institute for Near East Policy - WINEP) où l'on retrouve les faucons les plus en vue et la fine fleur du Likoud [11].

Daniel Pipes s'est fait connaître en tant que débusqueur de « *la cinquième colonne* » évoluant sur les campus universitaires états-uniens. En 2002, il a créé une section du MEF, l'Observatoire des campus (Campus Watch), « *une organisation dont le but avoué est de rendre compte des erreurs d'analyse et des biais politiques dans le domaine de l'étude du Moyen-Orient* ». L'une des premières mesures de cette organisation, raconte *The Nation*, a été de déposer des dossiers « *à la McCarthy* » sur différents professeurs soupçonnés de ne pas être assez pro-israéliens. En réaction, plus d'une centaine d'universitaires contactèrent Campus Watch en demandant à être ajoutés sur la liste. Une démarche qui exaspéra Daniel Pipes, qui les qualifia « *d'apologistes des*



attentats-suicide et de l'islam militant ». Il usa également d'autres qualificatifs tels que « *self-hating* » ou « *anti-Américains* ». Dans un article intitulé « **Les universitaires américains qui détestent l'Amérique** », il se moque ainsi de tous ceux qui, comme Noam Chomsky, ont dénoncé l'intervention états-unienne en Irak, refusant de voir la « *menace directe* » que faisait peser Saddam Hussein sur les États-Unis.

Pour faire passer l'idée selon laquelle les universitaires et les étudiants seraient aveugles quant à la menace islamiste, il a pu s'appuyer sur Martin Kramer, actuel rédacteur-en-chef du *Middle East Quarterly*, et Stanley Kurtz, membre de la Hoover Institution et collaborateur à la *National Review Online*. D'après *The Nation*, ses thèses ont eu un relai médiatique exceptionnel, « *de MSNBC à NPR* ». Le *Washington Post* y consacra sa première page, et le débat eut même des prolongements au Congrès : un projet est à l'étude, qui créerait un comité consultatif dont les membres seraient nommés par le gouvernement afin de superviser les programmes d'étude financés par des fonds fédéraux et destinés à enseigner la question du Proche-Orient à plusieurs milliers d'étudiants chaque année. Les programmes devraient désormais « *représenter l'ensemble des points de vue* » et non « *les seules critiques de la politique étrangère américaine* », comme l'a expliqué Stanley Kurtz à la Chambre des représentants du Congrès en juin 2003 [12].

Daniel Pipes a récemment fait son entrée dans le classement réalisé par le journal juif *The Forward* des cinquante Juifs états-uniens les plus influents [13].

Sa nomination à l'Institut des États-Unis pour la paix (US Institute of Peace - USIP) par le président George W. Bush a choqué la communauté musulmane, et notamment le Muslim Public Affairs Council. Ce *think tank* financé par des fonds fédéraux est en effet destiné à promouvoir « *une résolution pacifique des conflits internationaux* ». Une conception qui est assez éloignée de la pensée politique de Daniel Pipes : celui-ci écrivait en effet, en février 2002, que « *la diplomatie met rarement un terme aux conflits* » [14]. À peine entré à l'USIP, il s'est fait un devoir d'épurer la liste des collaborateurs. Il a ainsi exclu le Center for the Study of Islam and Democracy, un groupe pro-terroristes, selon lui, qui se serait infiltré dans la vénérable institution publique [15].

Le penseur de l'islamophobie

Daniel Pipes est l'inventeur de plusieurs concepts qui ont été imposés dans le débat public.

Il est en premier lieu l'inventeur du « *Nouvel antisémitisme* » [16]. Cette expression désigne initialement l'opposition des groupes de pression musulmans états-uniens contre les groupes de pression juifs états-uniens à propos de la Palestine. Elle introduit un amalgame entre anti-sionisme et antisémitisme qui a fait florès.

Il est aussi l'inventeur des « *Militants de l'islam* » [17]. L'expression désigne des musulmans qui ne se contentent pas de leurs prières domestiques, mais adhèrent à des organisations communautaires et défendent les droits des Palestiniens au détriment des Israéliens soutenus par les États-Unis. Elle introduit un nouvel amalgame entre identité musulmane, lutte contre l'État

d'Israël, et contestation de la politique de Washington. Il s'ensuit que les États-Uniens de religion musulmane sont par essence des traîtres.

Enfin, il a inventé « *la théorie moyen-orientale du complot* ». Les Arabes, qui refusent d'admettre qu'ils sont incapables de résoudre leurs problèmes, s'imaginent qu'ils sont victimes de complots occidentaux [18].

En 2002, Daniel Pipes fut de toutes les radios et télévisions pour mener campagne contre *L'Effroyable imposture*, un ouvrage sur les attentats du 11 septembre et le changement de régime qui s'en est suivi aux États-Unis [19]. N'ayant aucun argument à opposer à la thèse et pensant à tort que son auteur était arabe, il s'efforça d'y voir une illustration du conspirationnisme des intellectuels arabes installés en France. Ce jugement de valeur fut relayé en France par Guillaume Dasquié et Jean Guisnel [20], puis par Daniel Lecomte [21]

Invité, en 2003 à participer à la plus grande émission politique arabe, *L'Opinion contraire* (Al-Jazeera) pour débattre avec Thierry Meyssan, il dû décliner l'offre car il était en attente de confirmation par le Congrès de sa nomination à l'USIP. Il dépêcha pour le remplacer son fidèle lieutenant Jonathan Schanzer [22] qui n'apporta pas plus de réfutation à l'ouvrage débattu.

Pipes peut également compter en France sur son traducteur, Guy Millière, pour diffuser sa pensée. Celui-ci a notamment publié *Ce que veut Bush*, un ouvrage apologétique réalisé à partir d'entretien avec Daniel Pipes, Paul Wolfowitz etc. [23]

L'islamophobie est l'obsession de Daniel Pipes. En 1999, il publie un article dans *The Forward* dans lequel il écrit « *les Musulmans qui détestent l'Amérique, et notamment les Juifs qui y vivent, sont de plus en plus nombreux et de plus en plus puissants, grâce à la protection offerte par l'État de droit et l'indulgence d'une société pluraliste et charitable* ». Les attentats du 11 septembre vont conforter l'analyste dans ses convictions, en même temps qu'ils lui permettent d'obtenir une plus large audience. Selon lui, c'est cela qui lui a permis de publier en 2002 *Militant Islam Reaches America* en 2002, un livre « *impubliable* » jusque là et qui met en garde contre le fait que les populations musulmanes américaines abritent « *un nombre important* » de gens qui « *soutiennent les objectifs des détourneurs d'avion* », et qui « *détestent les États-Unis et souhaitent, en fin de compte, le transformer en pays musulman* ». Jim Lobe, de l'Inter-Press Service, dit avoir obtenu un projet de demande de subvention dans lequel Daniel Pipes propose de lancer un « *Institut de l'Islam Progressiste* » qui « *pourrait élaborer un point de vue modéré, moderne et pro-américain* » au nom de la communauté musulmane. Selon lui, les fondamentalistes musulmans sont des « *Nazis* », des « *tueurs potentiels* » qui représentent « *de vrais dangers* » pour les Juifs, les Chrétiens, les femmes et les homosexuels.

La guerre d'Irak a été la consécration des théories de Daniel Pipes, puisqu'il y a vu « *une chance unique de remplacer le régime le plus excité du monde* ». Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, il est un peu revenu sur cette position : en effet, il a décrété que l'Irak avait désormais besoin d'un « *homme fort à l'esprit démocratique* » puisque les Irakiens « *vivent dans un univers mental de théorie du complot* » et ne sont pas tout à fait prêt à s'auto-gouverner

comme les occidentaux. Aujourd'hui même, dans le *New York Sun*, il donne le nom de celui qu'il voudrait voir remplir ce rôle. Il s'agit sans surprise d'un militaire, l'ex-Major Général Jassim Mohammed Saleh al-Dulaimi, qui a l'avantage de ne pas avoir participé aux atrocités du régime de Saddam Hussein, de ne pas avoir de convictions idéologiques radicales tout en bénéficiant d'une position sociale reconnue [24].

[1] « **Neoon Man** » par Eyal Press, *The Nation* daté du 10 mai 2004.

[2] Voir notre enquête « **Les marionnettistes de Washington** » par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 13 novembre 2002. Version portugaise : *Os senhores da guerra*, Frenesi éd., 2002.

[3] Sur le général Lemnitzer, voir « **Opération Northwoods, quand l'état-major américain planifiait des attentats terroristes contre sa population** » par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 5 novembre 2001.

[4] La revue française *Commentaires* de Raymond Aron et Jean-Claude Casanova est organiquement liée à *Commentary*. Cf. « **La face cachée de la Fondation Saint-Simon** » par Denis Boneau, *Voltaire*, 10 février 2004.

[5] *The Balance of Tomorrow* par Robert Strausz-Hupé, Orbis, 1957.

[6] « The Baghdad Alternative » par Laurie Mylroie, *Orbis*, 1988.

[7] « Back Iraq » par Laurie Mylroie et Daniel Pipes, *The New Republic*, 1989.

[8] « **The Muslims are Coming ! The Muslims are Coming !** », par Daniel Pipes, *National Review*, 19 novembre 1990.

[9] « **Are Muslim Americans Victimized ?** », par Daniel Pipes, *Commentary*, novembre 2000.

[10] Le Middle East Forum emploie les experts suivants : Ziad Abdelnour, Mitchell G. Bard, Patrick Clawson, Khalid Durán, John Eibner, Joseph Farah, Gary Gambill, Martin Kramer, William Kristol, Habib Malik, Daniel Mandel, Laurent Murawiec, Daniel Pipes, Michael Rubin, Robert Satloff, Jonathan Schanzer, Tashbih Sayyed et Meyrav Wurmser.

[11] « Un Think Tank au service du Likoud » par Joel Beinin, *Le Monde diplomatique*, juillet 2003.

[12] « **Funding Anti-Americanism - Title VI and radicalism in Middle Eastern studies** », par Justin Peck, Concord Bridge, octobre 2003.

[13] « **Forward 50** », *The Forward*, 14 novembre 2003.

[14] « **The Only 'Solution' (for Israel) is Military** », par Daniel Pipes, *New York Post*, 25 février 2002.

[15] « The US Institute of Peace Stumbles » par Daniel Pipes, *The New York Sun*, 23 mars 2004.

[16] « The New Antisemitism » par Daniel Pipes, *Jewish Exponent*, 16 octobre 1997.

[17] *Militant Islam Reaches America* par Daniel Pipes, W. W. Norton éd., 2003.

[18] *The Hidden Hand* par Daniel Pipes, St Martin's Press éd., 1996, et *Conspiracy*, Free Press éd., 1997.

[19] *L'Effroyable imposture* par Thierry Meyssan, éd. Carnot, 2002.

[20] *L'Effroyable mensonge* par Guillaume Dasquié et Jean Guisnel, éd. La Douverte, 2002 (ouvrage condamné pour diffamation par jugement de la XVIIe chambre correctionnelle du TGI de Paris).

[21] *Le 11 septembre n'a pas eu lieu*, soirée Théma produite et animée par Daniel Lecomte, Arte, 2004.

[22] À l'issue d'une heure trente de débat, un sondage réalisé auprès d'un panel de téléspectateurs montra que ceux-ci étaient convaincus à 17% par M. Schanzer et à 83% par M. Meyssan. L'émission, qui fit un pic d'audience, avait été regardée par 70 millions de téléspectateurs.

[23] *Ce que veut Bush* par Guy Millière, La Martinière éd., 2003. Il a également publié *Qui a peur de l'Islam ?*, Michalon éd., 2004.

[24] « Is an Iraqi strongman emerging » par Daniel Pipes, *New York Sun*, 3 mai 2004. Article repris le lendemain par le *Jerusalem Post*.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

L'arbre qui cache la forêt

Analyse

Dans *Le Figaro*, le politologue tchèque Jiri Pehe critique la dichotomie rumsfeldienne de la « nouvelle » et de la « vieille » Europe. En réalité, les nouveaux membres de l'Union européenne issus de l'ex-bloc soviétique ont des histoires et des cultures différentes. Loin de former un ensemble politique homogène, comme le laissait penser l'accord de Visegrad de 1991, ils vont se scinder en groupes distincts et nouer des alliances privilégiées différentes au sein de l'Union.

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw, stigmatise dans le *Daily Telegraph* les critiques outrancières des eurosceptiques. Il souligne que le projet de Constitution n'a pas pour vocation de diminuer les libertés individuelles, ni de créer un super-État.

Alon Liel, ancien conseiller d'Ehud Barak, tire dans le *Jerusalem Post* une leçon du rejet par les Chypriotes grecs du plan de paix de l'ONU. Selon lui, ce vote marque une affirmation de l'identité culturelle grecque face aux Turcs et débouche, à terme, sur la reconnaissance de la partition de l'île. Cet exemple illustre l'impossibilité de maintenir un seul État, même binational, en Palestine.

Reed Brody de Human Right Watch rappelle dans l'*International Herald Tribune* que la polémique actuelle sur les tortures est un arbre qui cache une forêt. Les États-Unis ont multiplié les centres de détention inaccessibles à la Croix-Rouge partout dans le monde, dont celui de Guantanamo. Outre les tortures perpétrées par les GI's, il faut aussi prendre en compte celles sous-traitées par d'autres membres de la Coalition.

Leonard S. Rubinstein de Physicians for Human Rights observe dans le *Washington Post* que le problème est plus profond encore : c'est la volonté de l'administration Bush de s'affranchir des conventions de Genève.

Autre son de cloche de l'autre côté de l'Atlantique. Le professeur Roy

Greenslade, spécialiste de la presse écrite britannique, avoue dans le *Guardian* partager le scepticisme de nombreux experts quant à l'authenticité des photographies de tortures publiées par le *Daily Mirror*. Cependant, souligne-t-il, le problème n'est pas de savoir si ces clichés-là sont vrais ou faux, mais si les soldats britanniques torturent en Irak ou non. Greenslade, qui développe depuis des années la thèse selon laquelle la presse populaire anglaise est contrôlée en sous-main par la monarchie, suggère une interprétation : le gouvernement aurait fait parvenir les photos au *Mirror* en convainquant la rédaction de leur authenticité, alors qu'elles seraient fausses, pour dévier le débat et discréditer ceux qui relatent les tortures qui, elles, sont bien réelles.

Dans un discours prononcé à l'occasion de la fête du travail, et partiellement reproduit par *The Independent*, le président cubain Fidel Castro félicite le gouvernement espagnol du retrait de ses troupes d'Irak. Mais il lui demande d'aller plus loin encore et d'exiger maintenant le retour à la maison des dizaines de milliers de latinos qui ont été recrutés par la Coalition pour effectuer le sale boulot. Victimes de la pauvreté et du chômage, ils sont devenus de la chair à canon, à la fois exploités eux-mêmes et auxiliaires de l'exploitation du peuple irakien.

Enfin, Walid Phares, qui milite pour une prochaine intervention de la Coalition au Liban, assure dans le *Washington Times* que la guerre est finie en Irak et que la situation des gens s'y est améliorée. Les accrochages seraient le fait de cellules terroristes de contre-libération vouées à l'échec. On pourrait objecter à M. Phares que l'expérience vietnamienne a montré qu'une insurrection populaire pouvait vaincre à l'usure une armée puissante.

Réseau Voltaire

Jiri Pehe



Ancien directeur des études sur l'Europe centrale à Freedom House pendant la Guerre froide puis conseiller politique de l'ex-président tchèque Vaclav Havel (1997-1999), Jiri Pehe est analyste politique et directeur de

« Europe centrale : la nouvelle donne »

Source : Le Figaro

Référence : « Europe centrale : la nouvelle donne », par Jiri Pehe, *Le Figaro*, 4 mai 2004.

Le 1er mai, huit pays anciennement communistes, plus Chypre et Malte, ont rejoint l'Union européenne. Vu d'Europe de l'ouest, ils semblent avoir des positions communes sur les grandes questions et former un seul bloc. Les discours de **Donald Rumsfeld** les opposant à la « vieille Europe » étaient une astuce pour diviser l'Europe afin de mieux y régner. Le fait que Rumsfeld soit parvenu à mettre de l'huile sur le feu montre que l'Europe occidentale est encore plus ignorante des pays d'Europe de l'Est que ne l'est l'Amérique. En réalité, il y a de grandes différences entre les nouveaux membres, même sur l'Irak : la Pologne a pleinement soutenu l'effort de guerre américain, certains États ont dit « comprendre » la position de la France et de l'Allemagne et

l'université de New York à Prague. Il est membre du Conseil d'administration du Fond américain pour la République tchèque

d'autres, comme la Slovénie, se sont rangés aux côtés de la « vieille Europe ». Leurs structures économiques et leurs richesses sont également très différentes. Enfin, ils appartiennent à des cultures politiques et historiques très diverses selon qu'ils ont fait partie de la *Mitteleuropa* ou non.

Au sein des nouveaux membres, certains États avaient déjà amorcé un rapprochement entre eux avant l'adhésion avec l'accord de Visegrad. La Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie ont affirmé vouloir poursuivre ce partenariat au sein de l'Union européenne. Cela semble difficile vu la stratégie autonome de la Pologne. Des eurosceptiques présentent cette stratégie comme la marche à suivre, mais ce n'est pas le cas de certains dirigeants tchèques, slovaques et hongrois qui rêvent de rejoindre le noyau dur de l'Union européenne, ce qui marquerait la fin de l'accord de Visegrad. En fait, toute l'Europe va devoir s'affranchir des clichés sur la « vieille » et la « nouvelle » Europe. Les pays baltes vont sans doute se rapprocher des pays scandinaves. La République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie ont plus d'intérêt à un partenariat avec l'Autriche et la Slovénie qu'avec la Pologne.

Jack Straw



Jack Straw est ministre travailliste des Affaires étrangères britanniques.

« Ce n'est pas une question de tyrannie, c'est une question de liberté et de sécurité »

Source : Daily Telegraph

Référence : « This is not about tyranny, it's about freedom and security », par Jack Straw, *Daily Telegraph*, 4 mai 2004.

Ma génération a longtemps cru que l'Europe resterait divisée à jamais entre Est et Ouest, entre tyrannie et démocratie. Or, quand le bloc soviétique s'est effondré, il est vite devenu clair que les pays d'Europe centrale et orientale envisageaient leur avenir dans l'Union européenne. Cela n'aurait pas été le cas si l'Union européenne avait été une autre tyrannie, comme le suggère pourtant le *Daily Telegraph* en écrivant que l'Europe met en danger nos libertés acquises depuis 1945.

Les Européens ont des libertés garanties et la ratification du traité constitutionnel donnera de plus grands pouvoirs aux gouvernements et aux Parlements. Ce n'est pas une constitution d'État fédéral, ce à quoi je me serai opposé. Nous devons débattre du traité et non de mythes. Cela passe par un certain nombre d'explication.

Nous devons rejeter le mythe selon lequel nous sommes en train de négocier notre souveraineté. Les opposants au texte reprochent à l'article I-15-2 d'exiger un soutien des États membres à la politique étrangère commune alors que cet article est une citation du traité de Maastricht et qu'il est donc appliqué par le Royaume-Uni depuis plus de dix ans. Cela ne nous a pas empêché de conserver une politique étrangère. On accuse l'Union européenne de devenir un super-État, mais la constitution l'en empêche en réalité car elle ne reconnaît pas le principe de subsidiarité.

Ce texte est négocié par 25 pays démocratiques et le gouvernement britannique

a toujours des réserves qui empêchent l'instauration de toute tyrannie ou super-État.

Alon Liel



Alon Liel est ancien conseiller en politique étrangère de Ehud Barak et ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Il est président du conseil des affaires israélo-turques et l'auteur de *Demo Islam - Turkey's New Regime*.

« Deux États pour deux peuples »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Two states for two peoples », par Alon Liel, *Jerusalem Post*, 4 mai 2004.

Le vote clair des Chypriotes grecs rejetant le plan de l'ONU sur Chypre semble démontrer que la division de l'île est irréversible. Si un plan de l'ONU et de l'Union européenne ne parvient pas à ramener la paix, personne ne pourra réduire le fossé gréco-turc sur l'île. Il est probable que deux pays vont émerger du refus des Chypriotes grecs.

En fait, le vote du 24 avril est moins un rejet du plan de **Kofi Annan** que de la réunification. Les Chypriotes grecs ont rejeté toute idée d'union avec les Chypriotes turcs pauvres. Les nouveaux Européens du Sud ne voulaient pas de 200 000 musulmans dans l'Europe et ils ont préféré demeurer une entité culturellement et religieusement homogène. Les Turcs du Nord ont peut-être été rejetés, mais ils sont peut-être également les grands vainqueurs de ce vote : leur occupation de 1974 et leurs colonies illégales ont été reconnues de fait. La Turquie aussi est gagnante car elle a montré qu'elle traite désormais les questions internationales de façon très différentes que lors de l'époque kémaliste. **Recep Tayyip Erdogan** a montré une capacité de compromis que n'avait pas ses prédécesseurs. Le Sud de l'île n'a pas perdu non plus, il va continuer à prospérer et il est désormais membre de l'Union européenne. De ce rejet, on peut attendre la reconnaissance du droit des minorités à la souveraineté culturelle. Tous ceux qui pensent encore à la solution d'un État unique dans le conflit israélo-palestinien devraient y penser.

Reed Brody



Ancien membre de plusieurs commissions d'enquête de l'ONU sur les Droits de l'homme, Reed Brody est conseiller

« Qu'en est-il des autres prisons états-uniennes secrètes »

Source : International Herald Tribune

Référence : « What about the other secret U.S. prisons ? », par Reed Brody, *International Herald Tribune*, 4 mai 2004.

Tout comme le président **George W. Bush**, nous devons affirmer notre dégoût face aux images de traitements humiliants réservés aux prisonniers irakiens, mais le vrai problème est qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé.

Les États-Unis détiennent des prisonniers partout dans le monde et la façon

spécial de Human Right Watch à New York. Il a mené des actions avec John Kerry contre la guerre du Vietnam.

dont ils sont traités ne peut pas être vérifiée. Le cas le plus connu est celui de la prison de **Guantanamo**. L'administration Bush a déjà affirmé que les tortures ou les exécutions sommaires dont ils pourraient être victimes les détenus de Guantanamo ne pourraient pas faire l'objet d'une plainte devant une cour états-unienne. Toutefois, Guantanamo n'est sans doute pas le principal problème, et il pourrait même s'agir d'une diversion. On ignore par exemple où sont emprisonnés Ramzi bin al-Sibh ou Khalid sheikh Mohammed hormis le fait qu'ils sont hors du territoire américain. Le **CICR** n'a pu les rencontrer.

La façon dont les soldats états-uniens se comportent sur les photos montrant la façon dont ils maltraitent les prisonniers manifeste qu'ils estiment ne rien avoir à cacher de leurs pratiques à leurs supérieurs. Certains éléments laissent même penser que ces pratiques sont encouragées afin de faciliter les interrogatoires par la suite. Le fait que les États-Unis ne fournissent aucune information sur les 10 000 civils irakiens est troublant. En Afghanistan, les civils sont aussi dans un trou noir juridique et **Human Right Watch** a fourni des rapports démontrant les mauvais traitements.

Il y a également l'envoi de personnes dans des pays où ils seront torturés. **Le cas de Maher Arar** est connu, mais les envois de prisonniers en **Ouzbékistan**, au Pakistan, en Égypte, en Jordanie, en Arabie saoudite ou au Maroc le sont beaucoup moins. Ces transferts n'empêchent d'ailleurs pas les États-Unis de critiquer ces pays pour leur usage de la torture. Les photos d'Irak nous rappellent que la façon de traiter les prisonniers doit changer et que cela est urgent.

Leonard S. Rubenstein

Leonard S. Rubenstein est directeur exécutif de Physicians for Human Rights.

« Mettre un terme aux abus contre les prisonniers »

Source : Washington Post

Référence : « Stopping the Abuse of Detainees », par Leonard S. Rubenstein, *Washington Post*, 4 mai 2004.

Les photographies de soldats américains maltraitant en riant des prisonniers irakiens sont révoltantes. D'autant plus que les preuves de tortures de détenus par les États-Unis en Afghanistan, à **Guantanamo** et en Irak ne sont pas nouvelles. Les abus étaient prévisibles compte tenu des circonstances et de la réticence de l'administration Bush à accepter la surveillance et à rendre des comptes.

Le problème est que la raison des incarcérations est l'interrogatoire, une pratique qui a toujours favorisé les abus, surtout quand ils ne sont pas surveillés par des groupes indépendants. Lorsque les premières accusations de tortures sont apparues, **George W. Bush** s'est contenté d'affirmer qu'il n'y en avait pas et que les accusations donnerait lieu à une enquête, mais il n'a pris aucune mesure et a continué à refuser aux organisations de défense des Droits de l'homme de superviser le traitement des prisonniers. Il a continué à ignorer la plupart des demandes. Les États-Unis nient également que les combattants fournis par des pays tiers se livrent à ces pratiques.

Un problème plus profond est la tentative de l'administration Bush d'échapper aux obligations des conventions de Genève en affirmant qu'elle ne s'appliquent pas aux prisonniers d'Al Qaïda. Certains des centres d'internement sont mêmes interdits au **CICR**. Le président, le secrétaire à la défense et le directeur de la **CIA** doivent aujourd'hui faire ce qu'ils auraient dû faire il y a 18 mois : soumettre leurs centres de détention et leurs pratiques à un examen international.

Roy Greenslade



Journaliste et écrivain, Roy Greenslade est professeur de journalisme à la City University de Londres et l'auteur de *Press Gang : How Newspapers Make Profits From Propaganda*.

« La torture est la vraie question, pas ces photos »

Source : The Guardian

Référence : « Torture is the real issue, not these photos », par Roy Greenslade, *The Guardian*, 4 mai 2004.

Une fois passé le dégoût devant les photos publiées par le *Daily Mirror*, une polémique est née sur l'authenticité de ces images. Après les avoir examinées tout le week-end, je ne me suis toujours pas fait mon opinion sur le sujet et beaucoup d'autres ont fait part de leur scepticisme.

Ce scepticisme peut être lié à l'aigreur devant un scoop qui a échappé au reste de la presse, mais il faut également reconnaître que le fait que ces infos soient publiées par Piers Moragn, éditeur fou de publicité, n'incite pas à la confiance, surtout compte tenu de son passé dans ce domaine. Toutefois, il faut aussi prendre en compte le fait que l'histoire qui est racontée par ces photos est d'un tout autre ordre que celles douteuses dans lesquelles il a été autrefois incriminé. Piers Morgan sait que si ces photos s'avèrent être des faux il ne s'en relèvera pas. Il doit croire à leur véracité, sans quoi il ne les aurait pas diffusées. Les responsables du *Mirror* ont su faire face de façon impressionnante aux objections des experts car ils sont sûrs de leur fait. Le ministère de la Défense a réagi comme si elles étaient vraies, cela ne veut pas dire qu'elles le soient, mais que le ministère sait que de tels actes sont possibles. Toutefois, la controverse née sur l'authenticité des photos est totalement dans l'intérêt de l'armée et du gouvernement qui peuvent ainsi détourner l'attention du véritable sujet.

Fidel Castro



Fidel Castro est Président du Conseil d'Etat et du Conseil des ministres de Cuba.

« La force peut conquérir une nation mais pas la gouverner »

Source : The Independent

Référence : « Force may conquer a nation, but it cannot govern it », par Fidel Castro, *The Independent*, 4 mai 2004. Ce texte est issu du discours du 1er mai prononcé à La Havane.

La politique intransigeante de Washington a placé le monde face à des problèmes toujours plus difficiles. C'est pourquoi, il n'est pas surprenant de voir se développer des manifestations sociales dans différentes parties du monde pour s'y opposer. Ce fut le cas en Espagne et la lutte héroïque des manifestants a entraîné une humiliante défaite pour le précédent gouvernement après que celui-ci eut tenté d'utiliser à son profit les attentats du 11 mars.

L'actuel gouvernement espagnol a tenu ses engagements de campagne de retirer ses troupes d'Irak. C'est un geste louable, mais il est également obligé moralement d'assurer le retour dans leurs pays des jeunes latino-américains qui ont été envoyés en Irak à la demande du précédent gouvernement espagnol.

Ni les nations du monde, ni Cuba n'ont d'animosité envers le peuple états-unien et nous ne souhaitons pas la mort de ses soldats. Nous savons que beaucoup d'entre eux, noirs ou latino-américains, ont été contraints de s'engager pour échapper à la pauvreté et au chômage. Cependant, des millions de personnes comprennent aussi que nous faisons face à une guerre de conquête qui viole le droit international. Les Irakiens se battent pour leur indépendance et, dans ce type de guerre, la puissance états-unienne est inappropriée car si elle peut conquérir, elle ne peut pas gouverner.

Walid Phares



Américain d'origine libanaise, Walid Phares est professeur d'études moyen-orientales et analyste sur les questions de terrorisme pour MSNBC. Il est expert du cabinet Benador Associates et bénéficiaire

« L'Irak à l'époque et maintenant »

Source : Washington Times

Référence : « Iraq then and now », par Walid Phares, *Washington Times*, 4 mai 2004.

Il y a un an, le président **George W. Bush** a annoncé la fin des combats majeurs en Irak. Depuis, ses opposants ne cessent de lui reprocher cette phrase et affirment que la situation en Irak s'est dégradée, deux affirmations erronées.

Il est vrai que les opérations de combats majeures sont terminées. Il n'y a plus de combat impliquant des divisions entières dans toute la Mésopotamie contre une armée régulière car l'armée de Saddam n'existe plus. Ce n'est pas parce qu'il faut faire face à des cellules terroristes et à des milices qui mènent une insurrection de contre-libération que l'affirmation du président Bush est fausse.

d'une bourse de la Foundation for the Defense of Democracies, un think-tank créé par l'ex-patron de la CIA James Woolsey. Il préside la World Lebanese Organization qui milite pour la création d'un Liban exclusivement chrétien à côté d'un Israël exclusivement juif.

Aujourd'hui, en Irak, il n'y a pas d'organisation militaire qui puisse vaincre les coalitions menées par les États-Unis et rétablir le régime ba'asiste ou installer un régime de type taliban. Le terrorisme peut semer le chaos, mais il ne peut pas vaincre une armée. En fait ce qu'on peut reprocher au discours du président Bush de l'année dernière, c'est qu'il a été incomplet et qu'il ne précisait pas ce qui commençait, une fois les combats majeurs terminés.

La deuxième question est de savoir si la situation en Irak s'est améliorée ou pas depuis un an. Cela dépend du point de vue : les ba'asistes préféraient les 30 années antérieures et les jihadistes préfèrent la situation depuis avril 2004. Mais pour la majorité des Irakiens, la situation s'est améliorée, même si elle aurait pu être meilleure.